

Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK

Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom

Band: - (1936)

Heft: 763

Artikel: Schutz der Landeswaehrung

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-693557>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA POLITIQUE.

Fin de session.

La session d'été s'est terminée dans une innommable bousculade. Impossible de faire un travail sérieux alors que tout le monde songe au départ. A ce point de vue, la séance de samedi matin, au Conseil national, fut simplement scandaleuse : M. Lachenal, qui n'est cependant pas un orateur ennuyeux, interpellait au sujet de la radio, problème national très important, qui intéresse la plus grande partie de notre population ; M. Pilet-Golaz lui répondait en esquissant les lignes principales de la réorganisation projetée, et même décidée, des services de radio-diffusion ; mais, parce que messieurs les députés, ayant touché leurs jetons de présence et ces indemnités de route sur lesquels ils réalisent encore un coquet bénéfice, ne songeaient qu'à l'heure de départ des trains, l'enceinte se transformait en champ de foire : la moitié des députés étaient déjà partis ; un troisième quart bavardaient à qui mieux mieux, tant et si bien que le président dut les inviter à aller causer dans les couloirs ; un dernier quart seulement — et encore nous sommes générées — prétendaient l'oreille à la discussion.

En somme, M. Lachenal voulait surtout fournir au chef du département des communications l'occasion de s'expliquer, en lui faisant part des doléances du public et des justes récriminations auxquelles prête la radio, où règne, en vérité, une fabuleuse anarchie, où tout le monde commande et où l'incompétence d'amateurs importants et gonflés ne souffre aucun contrôle. Tout cela doit changer. Souhaitons que la nouvelle direction et le nouveau conseil d'administration fassent promptement oublier l'ère de l'arbitraire et de la médiocrité.

M. Adrien Lachenal, sur l'interpellation de qui la session devait se clore, avait déjà pris la parole vendredi, au cours du débat sur le budget de la régie des alcools. Refusé par les commissions parlementaires, ce budget a été corrigé en hâte, au dernier moment ; et de déficitaire qu'il était, il devint, comme par magie, orné d'un joli boni de 500,000 francs ! Heureux thaumaturges de l'administration ! Mais pour obtenir ce résultat admirable, il avait fallu le tour de passe-passe dont se plaignent avec raison les automobilistes.

Ce qu'il faut, c'est une réorganisation complète de la régie ; et d'abord à la tête de ce service, un changement d'urgence duquel, en dépit de l'optimisme officiel, personne ne se fait d'illusion ni n'a plus le moindre doute. Dans un discours à la fois courtois et cinglant, le député radical genevois a dit à l'administration ses quatre vérités. Il a terminé son exposé, aussi pertinent quant au fond qu'à la forme, en proposant carrément de ne pas entrer en matière sur le budget de la régie et de voter seulement trois douzièmes pour le trimestre juillet-septembre. Il demandait en outre une réorganisation approfondie et le remaniement qui s'impose dans le personnel.

La Chambre vota le premier alinéa, c'est-à-dire qu'elle refusa l'entrée en matière, tout en accordant les trois douzièmes nécessaires jusqu'à la présentation d'un nouveau budget. Mais, par une incohérence dont seuls s'étonneront ceux qui ne sont pas habitués au bizarre fonctionnement de la machine parlementaire, où il y a toujours une roue de trop ou une roue qui manque, les deux autres alinéas, corollaires rigoureusement logiques du premier, furent repoussés, à une majorité il est vrai dérisoire de trois voix (plus de la moitié des députés étant absents ou s'abstinent). D'ailleurs, nous avons pu constater, après la séance, que plusieurs n'avaient pas compris ce qu'ils avaient voté !

Le soir, le Conseil des Etats tint une séance de nuit tout exprès pour se prononcer lui aussi sur cette affaire difficile. Dans la torpeur générale s'engagea un débat exténuant. Malgré les bons arguments développés par MM. de Coulon et Wettstein, les sénateurs votèrent le budget, renvoyé ainsi au National, qui, samedi matin, et derechef sur la proposition de M. Lachenal, décida le renvoi au mois de septembre.

C'est là une sévère mais utile leçon donnée à celle des administrations fédérales qui laisse le plus à désirer. Le Conseil fédéral tirera sans doute de ces faits la conclusion que la mesure est comble et que des mesures énergiques s'imposent, le moins décalé.

Notons encore que vendredi matin, aux Etats, MM. Béguin et Evéque ont procédé à une critique serrée de la politique d'attente qui a prévalu en matière économique. Les deux députés neuchâtelois et valaisan n'ont pas caché la surprise et le malaise causés par le renvoi de la discussion, à la demande de la commission du National.

Ainsi, en fin de session, dans chacun des conseils législatifs, des voix romandes se sont utilement fait entendre.

Léon Savary.

(Tribune de Genève).

SCHUTZ DER LANDESWAHRUNG.

Der Bundesrat hat eine energische Massnahme zum Schutze der Landeswährung getroffen, die sich auf den Bundesbeschluss über das Finanzprogramm II stützt. Wer in spekulativer Absicht eine Handlung vornimmt oder vermittelt, die geeignet ist, die Landeswährung oder den Landeskredit zu schädigen, wer zu einer solchen Handlung auffordert, wird mit Gefängnis oder Busse bis zu 100,000 Franken bestraft. Zudem können beide Strafen verbunden werden.

Untersagt und diesen Strafanordnungen unterstellt, sind insbesondere die nachgenannten Spekulationsgeschäfte :

- Der An- und Verkauf von Gold auf Termin ;
- die Belehnung von Gold oder Devisen ;
- die Anschaffung von Devisen auf Termin, sofern sie nicht durch ein ihr zu Grunde liegendes Handelsgeschäft gerechtfertigt werden kann.

Der Bundesrat behält sich vor, diesen Strafanordnungen weitere, besonders bezeichnete Handlungen zu unterstellen. Soweit eine ausdrückliche Unterstellung einer solchen Handlung unter diese Bestimmung nicht erfolgt ist, entscheidet der Richter frei, ob die Voraussetzungen der Strafbarkeit erfüllt sind.

Aber eine Schädigung des Landeskredites kann auch auf andere Weise erfolgen.

Daher wird mit Strafe bedroht, wer vorsätzlich unwahre Tatsachen behauptet oder verbreitet, die geeignet sind, den Landeskredit zu schädigen oder das Vertrauen in die Landeswährung zu untergraben. Die Strafe lautet auf Busse bis 20,000 Frs. — oder auf Gefängnis. Beide Strafen können verbunden werden. Handelt der Täter fahrlässig, so ist die Strafe eine Busse bis zu 5.000 Frs.

Werden diese verbotenen Handlungen im Geschäftsbetrieb einer juristischen Person oder einer Kollektiv — oder Kommanditgesellschaft begangen, so finden die Strafbestimmungen auf die Personen Anwendung, die für sie gehandelt haben oder hätten handeln sollen, jedoch unter solidarischer Mithaftung der juristischen Person oder der Gesellschaft für die Bussen und Kosten. Die allgemeinen Bestimmungen, sowie Artikel 69 — 72 des Bundesstrafrechts vom 4. Februar 1853 sind anwendbar. Strafbar ist auch, wer die in diesem Beschluss unter Strafe gestellten Handlungen im Ausland begeht. Gegen Ausländer kann auf Landesverweisung erkannt werden.

Die in diesem Beschluss vorgesehenen strafbaren Handlungen sind den Bundesstrafgerichtsbarkeit unterstellt. Das eidgenössische Justiz und Polizeidepartement kann die Untersuchung und Beurteilung den kantonalen Behörden übertragen. Wird eine der genannten rechtswidrigen Handlungen durch das Mittel der Druckerpresserei oder durch ein anderes Veröffentlichungsmittel begangen, so ist die Bundesanwaltschaft ermächtigt, nach Anhörung der Schweizerischen Nationalbank die Beschlagnahme von sich aus zu verfügen oder beim Bundesrat entsprechend Antrag zu stellen. Findet ein Strafverfahren statt, so ist die endgültige Einziehung Sache der Strafbehörden. Aus Rechtsgeschäften, die nach diesem Beschluss strafbar sind, entsteht keine Forderung.

EDITOR'S POSTBAG.

Interlaken, den 22. Juni 1936.

An die Redaktion
Swiss Observer,
London.

Es ist wirklich lobenswert wie die Naturfreunde in der Schweiz die Alpenblumen und Pflanzen in Schutz nehmen, und somit eine der grössten Schönheiten unserem Lande erhalten.

Vor ein paar Tagen hat uns auf einer Tour ein bekannter Bergführer drei sehr seltene Blumen gegeben, die wie Orchideen aussahen, aber als "Frauenschuh" bekannt sind. Mit Freude und Sorgfalt nahmen wir die Blumen heim und stellten sie auf unseren Tisch im Speise Saal des Hotels.

Am folgenden Tag erhielt der Hotelier einen Brief von der Naturschutz Commission dass diese Blumen im Hotel geschenkt worden seien. Es handle sich um "Frauenschuh" die aktuell am Aussterben seien. Er solle so freundlich sein und seine Gäste aufmerksam machen auf die Pflanzenschutzverordnung vom 7. Juli 1933, die alles Wegnehmen von Blumen und Pflanzen mit einer Busse von 200 frs. oder drei Tage Gefängnis bestrafe.

Hochachtungsvoll,
H.E.

When at HAMPTON COURT
have Lunch or Tea at the
MYRTLE COTTAGE

Facing Royal Palace, backing on to Bushy Park between Lion Gate and The Green.

P. GODENZI, PROPRIETOR.

THE POPULARITY OF 'PATZ'
(PATZENHOFER) LAGER.

It is a generally recognised fact that the genuine is invariably preferred to the imitation ; that the original is of far greater value and far more estimable than the mere copy of it. This is particularly true of 'PATZ' (Patzenhofer) — the original and genuine German Lager — which is unique in a World's Record Sale of \$8,000,000 gallons in a single year. Surely this is an outstanding example of a genuine public preference for a genuine Article. Sales of 'PATZ' in Great Britain during the last year increased by 2½ times over the previous year. To cope with this demand it has been found necessary to erect four new bottling depots, making a total of 12 in all ; and delivery to the door of the customer is now possible in any part of the British Isles.

The superiority of 'PATZ' in its refreshing quality, flavour and purity is endorsed by Medical Authorities who regularly prescribe 'PATZ' for complaints of the liver and kidneys where its flushing properties are found to be extremely beneficial. In diabetes, too, 'PATZ' is a favoured beverage because, owing to its long maturity — 12 months, every trace of sugar is eliminated and the diabetic is able to enjoy alcoholic refreshment. An analytical report from "The Lancet" of May 30th, 1936 with comments by a London Consulting Physician will gladly be sent on request. — Also because of its individual character 'PATZ' is definitely preferred by ladies.

The unique quality of 'PATZ' is due to the excellence of the water, the high quality of Pilsen Hops and other raw materials, and the masterly technique of the German Brewmasters. The public appreciation of 'PATZ' is notably demonstrated by the fact that wherever 'PATZ' has been recommended and sold there inevitably follows a regular and increasing demand for it ; and although a high import duty is paid, 'PATZ' is offered at a strictly competitive price. Messrs. John C. Nussle & Co., Ltd., 21, Soho Square, W.1, the Sole Concessionaires for Great Britain, I.F.S., and Export will be pleased to send name and address of the nearest Wine and Beer Merchants, or Stores stocking 'PATZ' Lager on receipt of a postcard.



Highly recommended by the Leading Medical Authorities.

Obtainable from Hotels, Clubs, Stores and off Licences.

Sole Concessionnaires for Gt. Britain and Export.—
JOHN C. NUSSLE & CO. LTD.
21 SOHO SQUARE — LONDON, W.1



Are you going to
SWITZERLAND
this year

— are your friends going too?

N.B.—The 30% reduction is granted all the year now.

Think it over and drop us a line, or drop in on us:—

Swiss Railways & State Travel Bureau
118 Regent Street, S.W.1

